À Quimper, ils refusent de voir disparaître les trésoreries du Finistère [Vidéo]

12 janvier 2021 à 12h22

Une vingtaine d'agents se sont réunis devant le bâtiment de la direction départementale des finances publiques, ce mardi, à Quimper. Tous dénoncent les suppressions de postes et les fermetures programmées des trésoreries.

« Dénoncer les restructurations en cours et tout mettre en œuvre pour arrêter le rouleau compresseur qui démolit notre administration ». Ce mardi matin, Éric Guerry (FO) a résumé en quelques mots le motif du rassemblement organisé devant le siège de la direction départementale des finances publiques, à Quimper. Un rassemblement auquel une vingtaine

d’agents finistériens a participé, alors que se tenait sur place un comité technique.

Les agents ont dénoncé les suppressions de postes. « Cinq cents emplois ont été supprimés en dix ans sur le Finistère », indique Éric Guerry (FO). (Le Télégramme/Sophie Benoit)

Lors de cette réunion, « la suppression, en 2021, de 23 nouveaux emplois au niveau départemental », devait être évoquée, explique le syndicaliste, qui dénonce également « la suppression, à horizon 2023, de la quasi-totalité des trésoreries du Finistère ». « Ils ont déjà démarré en pleine covid. Et dès le premier trimestre, celles de Daoulas, Plabennec et Lesneven vont fermer (…). En septembre, ce sera Saint-Renan… ».

« L’accueil de proximité de plus en plus négligé »

Vingt-cinq trésoreries sont aujourd’hui positionnées sur le département. Elles emploient environ 500 agents. Des sites « de proximité », souvent situés « en milieu rural », qui disparaîtront demain au profit « de grands pôles » ou « d’internet », déplore Éric Guerry. « L’accueil de proximité est de plus en plus négligé, enchérit Stéphane Douet (Solidaires). Et au final, c’est l’usager qui va pâtir de cette situation ». Ludovic Morin (CGT) (*) ne dit pas autre chose. Estimant par ailleurs que « les agents sont abandonnés et méprisés ».

Ce mardi matin, les trois hommes ont donc décidé de boycotter le comité technique. Affirmant que cette réorganisation territoriale était « un vrai plan social qui ne dit pas son nom ».